

Comité technique d'établissement

Séance du 25 juin 2019

Point pour information

Mise en œuvre de l'activité de formation

A la demande de la direction générale, la DRH en lien avec la directrice de projet formation et d'autres directions (D4P, DCDC, DSTREI mais également les Dter et Dtec) a posé le cadre institutionnel commun de l'activité de formation dispensée par les agents de l'établissement. Ce dernier a été discuté lors du comité technique d'établissement le 27 novembre 2018.

La note de la DRH en date du 11 mars 2019, retranscrivant ce cadre, reprend les règles exposées en CTE et vient préciser les modalités d'intervention des agents, impliquant la ligne managériale.

Cette note remplit un **double objectif** :

- D'une part, et tout en posant le cadre administratif, elle intègre la nouvelle stratégie du Cerema en matière de formation : les conclusions du chantier 5 font émerger la nécessité de développer l'activité de formation pour assurer les missions de diffusion des connaissances, de formation des acteurs du territoire, de participation au développement économique de l'établissement et de contribution à la montée en compétence et à la valorisation du plus grand nombre d'agents de l'établissement.
- D'autre part, elle place l'établissement en conformité avec le statut de la fonction publique, posant le principe suivant : les fonctionnaires et agent non titulaires de droit public consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées. Ils ne peuvent exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit (art 25 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires).
Des activités privées accessoires lucratives ou non pourront être exercées auprès d'un organisme public ou privé si elles n'affectent pas les fonctions qui lui sont confiées et en toute hypothèse, les agents publics doivent obtenir l'autorisation de leur employeur.

Cette note peut être amenée à évoluer en fonction de la stratégie d'établissement définie par la direction générale, sous l'égide de la directrice de projet formation.

Des **référents formation**, membres des Codirs, ont été désignés dans chacune des directions du Cerema. Ils ont pour mission notamment d'être porteurs de la nouvelle politique RH dans ce domaine et d'être garants de son application, selon les principes posés dans la note de gestion interne du 11 mars 2019.

Ils font remonter du terrain les besoins de précisions, tel que le mode de calcul des 20 jours de formation ou le circuit de rémunération des agents, pour assurer une application harmonisée des principes posés.

La nouvelle politique conventionnelle du Cerema :

Le Cerema développe parallèlement une nouvelle politique conventionnelle à l'égard des grands opérateurs de formation. Chaque convention fait l'objet d'une négociation préalable avec l'organisme de formation et est adaptée selon les spécificités liées aux relations développées avec notre établissement (nature juridique, capacité à faire, volonté institutionnelle ...).

A ce jour, deux conventions ont été signées avec PFC Formation (le 21 février 2019) et l'ENTPE (volet formation initiale, le 5 avril 2019).

D'autres contacts ont été pris avec des opérateurs tels que le CSTBN et INERIS Formation.

Le partenariat avec le CMVRH, opérateur du MTES, a été l'objet de plusieurs rencontres. La convention signée initialement en 2014 sera mise à jour prochainement. Cette convention portera notamment sur les prestations de conseil aux personnels et aux services ainsi que sur l'accompagnement envisagé en matière d'actions de formation, dont pourrait bénéficier le Cerema.

Suivi des demandes d'intervention :

Depuis le début de l'année 2019, toute demande d'intervention en formation doit faire l'objet d'une autorisation préalable : les opérateurs (PFC Formation, ENTPE et CMVRH) sollicitent désormais les référents formation pour obtenir l'accord de l'établissement.

L'agent identifié pour assurer la formation dépose une demande préalable d'autorisation à son responsable hiérarchique. En cas d'accord, la demande et la détermination de la modalité d'intervention (position administrative de l'agent) doivent être validées par le secrétariat général de la direction concernée et visées par le référent formation.

Pour mémoire, l'intervention d'un agent du Cerema pendant son temps de travail est possible dans les conditions suivantes :

- la formation entre dans les politiques prioritaires du Cerema,
- elle ne porte pas atteinte au fonctionnement normal du service,
- sous réserve de ne pas avoir dépassé le quota de jours de formation.